

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Emissions et cotations

Valeurs françaises

SPINEGUARD

Société anonyme au capital de 2.794.984,50 Euros
Siège social : 10, cours Louis Lumière – 94300 Vincennes
510 179 559 R.C.S. Créteil

AVIS AUX ACTIONNAIRES**Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d'actions ordinaires nouvelles**

Objet de l'insertion. — La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la société SPINEGUARD (ci-après la « **Société** ») d'une augmentation de capital, par émission d'actions ordinaires nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et de l'admission sur le marché Euronext Growth Paris des droits préférentiels de souscription ainsi que des actions nouvelles.

CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ

Dénomination sociale. — La Société a pour dénomination sociale "SPINEGUARD".

Forme de la société. — La Société est une société anonyme à Conseil d'administration régie par les lois et les règlements en vigueur ainsi que par ses statuts.

Numéros d'identification. — Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Créteil : 510 179 559
RCS Créteil – Identifiant SIRET du siège social : 510 179 559 00032

Adresse du siège social. — 10, cours Louis Lumière, 94300 Vincennes

Montant du capital social. — Le capital social est fixé à la somme de 2.794.984,50 €. Il est divisé en 55.899.690 actions ordinaires de même catégorie de cinq centimes d'euro (0,05 €) de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées.

Objet social. — La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- la conception, le développement, la fabrication et la commercialisation d'implants et d'instruments destinés à la chirurgie ;
- ainsi que la participation dans toutes opérations immobilières, commerciales, industrielles ou financières, le tout directement ou indirectement par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apports, de commandites, de souscriptions, d'achats, d'échanges ou autrement, de titres, valeurs mobilières, parts sociales, part d'intérêts ou droits sociaux, de quelque nature que ce soit, de fusions, d'alliances, de prises de locations ou de locations gérances de tous bien et autres droits ;
- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus, ou à tous objets similaires ou connexes

Durée de la Société. — La Société a été immatriculée le 12 mai 2009 pour une durée de 99 ans arrivant à expiration le 12 mai 2108, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Législation applicable. — La Société est une société anonyme à Conseil d'administration régie par la loi française.

Exercice social. — Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute autre personne. — Néant.

Règles communes à toutes les assemblées générales. — Les assemblées d'actionnaires sont convoquées dans les conditions fixées par la loi.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu suivant les indications figurant dans les avis et les lettres de convocation, en France ou à l'étranger.

L'ordre du jour est arrêté conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Un actionnaire peut donner procuration à l'effet de se faire représenter lors de toute assemblée générale conformément aux dispositions légales en vigueur. La procuration spécifique pour chaque assemblée est signée par le mandant qui indique ses nom, prénoms et domicile.

Le mandataire n'a pas la faculté de se substituer une autre personne.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

Le vote par correspondance s'exerce selon les conditions et modalités fixées par les dispositions législatives et réglementaires. Les personnes morales participent aux assemblées par leurs représentants légaux ou par toute autre personne dûment et régulièrement habilitée par ces derniers.

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration. En son absence, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres présents et acceptants de l'assemblée qui disposent du plus grand nombre de voix tant en leur nom que comme mandataire. A défaut d'acceptation, l'assemblée élit elle-même ses scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau ; ces procès-verbaux doivent être inscrits sur un registre tenu conformément aux dispositions réglementaires.

Dispositions particulières aux assemblées générales ordinaires. — L'assemblée générale ordinaire se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions, pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

Pour délibérer valablement, l'assemblée doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant le cinquième au moins des actions ayant le droit de vote.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée de nouveau selon les formes prescrites à l'article 21 des statuts. Dans cette seconde réunion, les délibérations, prises sur le même ordre du jour que la précédente réunion, sont valables quel que soit le nombre d'actions représentées.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale ordinaire peut prendre toutes les décisions autres que celles ayant pour effet de modifier directement ou indirectement les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes annuels, sauf prolongation de ce délai par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête du Conseil d'administration.

Dispositions particulières aux assemblées générales extraordinaires. — L'assemblée générale extraordinaire se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions, pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles. Pour délibérer valablement, l'assemblée doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant le tiers au moins des actions ayant le droit de vote.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale extraordinaire est convoquée de nouveau selon les formes légales en reproduisant l'ordre du jour et indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée ; elle délibère valablement si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire peut statuer aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires lorsque l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Forme et transmission des actions – Identification des porteurs de titres. — Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les actions non entièrement libérées revêtent obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur, et se transmettent par virement de compte en compte.

La propriété des actions délivrées sous la forme nominative résulte de leur inscription en compte nominatif.

Toutefois, il pourra être créé des certificats ou tout autre document représentatif d'actions dans les cas et selon des modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

La Société est en droit, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, de demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, le nom ou la dénomination sociale, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution, et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux, et le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés et plus généralement à faire usage des dispositions de l'article L. 228-2 du Code de commerce prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires.

Conformément aux dispositions des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions représentant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, des trois dixièmes, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital ou des droits de vote informe la Société, au plus tard avant la clôture des négociations du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement du seuil de participation, du nombre total d'actions ou de droits de vote qu'elle possède.

Outre l'obligation légale d'informer la Société et l'Autorité des marchés financiers de la détention de certaines fractions du capital ou des droits de vote, tout personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir, de quelque manière que ce soit au sens des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce, une fraction égale à 2,5 % du capital social ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, doit informer la Société du nombre total d'actions et de droits de vote de celle-ci qu'elle possède (ainsi que le nombre de titres qu'elle possède donnant accès à terme aux actions de la Société, et le nombre d'actions et de droits de vote auxquels ces titres donnent droit), avant et après l'opération ayant entraîné le franchissement dudit seuil, ainsi que la nature de cette opération. Cette déclaration sera réalisée au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception (ou par tout moyen équivalent pour les personnes résidant hors de France) adressée au siège social au plus tard avant la clôture des négociations du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement du seuil de participation.

Cette obligation s'applique dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa précédent, chaque fois que la fraction du capital ou des droits de vote détenue devient inférieure à l'un des seuils prévus à l'alinéa ci-dessus.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, l'actionnaire qui n'aurait pas procédé régulièrement à la déclaration est privé des droits de vote attachés aux actions excédant la fraction qui n'a pas été régulièrement déclarée pour toute assemblée générale des actionnaires qui se tiendrait, jusqu'à l'expiration du délai prévu par la loi et la réglementation en vigueur suivant la date de régularisation de la notification. Cette sanction ne sera appliquée que sur demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant un pour cent (1%) au moins du capital de la Société.

Libération des actions. — Le versement de la partie non libérée des actions souscrites en numéraire lors d'une augmentation de capital, doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'administration, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Droits et obligations attachés aux actions. — Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Le droit de vote attaché à chaque action démembrée ou non est exercé conformément à la loi.

Toute personne possédant une ou plusieurs actions est tenue par les présents statuts et par toutes les décisions prises en assemblée générale ordinaire ou extraordinaire des actionnaires.

Les actions et les droits et obligations attachés à ces actions sont indivisibles. Les copropriétaires d'une action indivise sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique.

Les héritiers, créanciers, ayant-droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la

licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration, ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de toute opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

Affectation des résultats. — Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la « réserve légale » est descendue au-dessous de cette fraction.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les pertes reportées par décision de l'assemblée générale sont inscrites à un compte spécial figurant au passif du bilan, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, ou apurées par prélèvement sur les réserves.

Mise en paiement des dividendes. — Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par l'assemblée ou par le Conseil d'administration dans un délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par décision de justice.

Dissolution – Liquidation. — A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée décidée par l'assemblée générale extraordinaire, l'assemblée générale ordinaire, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs.

Les liquidateurs ont mission de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif mobilier et immobilier de la Société et d'éteindre le passif. Sauf les restrictions que l'assemblée générale peut y apporter, ils ont, à cet effet en vertu de leur seule qualité, les pouvoirs les plus étendus d'après les lois et usages du commerce, y compris ceux de traiter, transiger, compromettre, conférer toutes garanties même hypothécaires, s'il y a lieu, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Une assemblée générale extraordinaire est nécessaire pour consentir une cession globale de l'actif, un apport de l'actif à une autre société, procéder à toutes opérations de fusion ou scission, apporter aux statuts toutes modifications correspondant aux besoins de liquidation.

En cas de décès, démission ou empêchement du ou des liquidateurs, l'assemblée convoquée par l'actionnaire le plus diligent pourvoit à leur remplacement.

Instruments dilutifs. — A ce jour, les instruments dilutifs sont les suivants : bons de souscription d'actions, options de souscriptions d'actions et actions gratuites.

Compte-tenu des éléments ci-dessus, le taux de dilution maximum s'élève à 4,98% du capital (sur la base du capital actuel).

Bilan. — Le bilan des comptes sociaux annuels au 31 décembre 2023 est publié en annexe.

CADRE JURIDIQUE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

Prospectus. — En application des dispositions de l'article L.411-2-11° du Code monétaire et financier et de l'article 211-2 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF »), la présente émission ne donne pas lieu à un prospectus soumis à l'approbation de l'AMF dans la mesure où le montant total de l'offre calculé sur une période de douze mois ne dépasse pas 8.000.000 €.

Assemblée générale ayant autorisé l'émission. — L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 26 juin 2024 a délégué sa compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder (i) à une augmentation de capital par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription, dans les conditions fixées dans la 14^{ème} résolution et (ii) d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, dans les conditions fixées dans la 18^{ème} résolution.

Décision du Conseil d'Administration de faire usage des délégations conférées par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire. — En vertu des délégations de compétence qui lui ont été conférées par

l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire aux termes de ses quatorzième et dix-huitième résolutions, le Conseil d'Administration de la Société, lors de sa réunion en date du 4 mars 2025, a décidé de mettre en œuvre les délégations qui lui ont été consenties et a arrêté le principe d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et a conféré tous pouvoirs au Directeur Général à l'effet de fixer les modalités définitives de cette augmentation de capital ou le cas échéant d'y surseoir (la "Subdélégation").

Décision du Directeur Général de la Société de faire usage de la Subdélégation afin de procéder à l'émission. — En vertu de la Subdélégation conférée par le Conseil d'Administration en date du 4 mars 2025, le Directeur Général a décidé en date du 11 mars 2025 de procéder à une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription (DPS) dans les conditions et modalités sont détaillées ci-après.

CARACTÉRISTIQUES ET MODALITÉS DE SOUSCRIPTION DES ACTIONS NOUVELLES

Nombre d'actions nouvelles à émettre. — Le nombre total d'actions nouvelles à émettre (collectivement les « Actions Nouvelles » et individuellement une « Action Nouvelle ») s'élève à 8.437.689 soit une augmentation de capital d'un montant brut de 1.265.653,35 €, prime d'émission incluse.

Ce nombre d'Actions Nouvelles a été déterminé en considération du nombre d'actions actuellement émises par la Société (soit 55.899.690 actions).

Faculté d'extension. — En fonction de l'importance de la demande, le Directeur Général de la Société, en vertu de la Subdélégation, pourra décider d'augmenter le nombre initial d'Actions Nouvelles à émettre de 1.265.653 Actions Nouvelles supplémentaires pour porter le nombre total d'Actions Nouvelles à émettre dans le cadre de l'émission à un maximum de 9.703.342 Actions Nouvelles, soit un montant brut maximal de l'augmentation de capital de 1.455.501,30 €.

Prix de souscription. — Le prix de souscription a été fixé à 0,15 € par Action Nouvelle, soit 0,05 € de valeur nominale et 0,10 € de prime d'émission, représentant une décote faciale de 22,20 % par rapport au cours de clôture du 10 mars 2025 (0,1928€).

Le prix de souscription est à libérer intégralement à la souscription en numéraire, c'est-à-dire en espèces et/ou par compensation de créances.

Période de souscription. — La souscription des Actions Nouvelles sera ouverte du 18 mars au 26 mars 2025 inclus.

Modalités de souscription. — Chaque actionnaire recevra un droit préférentiel de souscription par action inscrite sur son compte-titres à l'issue de la séance de bourse du 17 mars 2025. Afin de garantir cette inscription en compte-titres à cette date, l'exécution des ordres réalisés sur les actions existantes sur le marché Euronext Growth Paris doit intervenir au plus tard le 13 mars 2025.

La souscription des Actions Nouvelles est réservée, par préférence (i) aux porteurs d'actions existantes enregistrées qui se verront attribuer un DPS par action existante détenue et (ii) aux cessionnaires des DPS.

Chacun des titulaires de DPS pourra souscrire :

- à titre irréductible, à raison de 8 Actions Nouvelles pour 53 actions existantes détenues, sans qu'il soit tenu compte des fractions ; et
- à titre réductible, le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils désireraient en sus de celui leur revenant du chef de l'exercice de leurs DPS à titre irréductible. Seules les Actions Nouvelles éventuellement non souscrites par les souscriptions à titre irréductible seront réparties entre les souscripteurs à titre réductible, dans la limite de leurs demandes et au prorata du nombre d'actions existantes dont les DPS auront été utilisés à l'appui de leurs souscriptions à titre irréductible sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'Action Nouvelle.

Les DPS ne pourront être exercés qu'à concurrence d'un nombre de DPS permettant la souscription d'un nombre entier d'Actions Nouvelles. Les titulaires de DPS qui ne posséderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions existantes ou de DPS pour obtenir un nombre entier d'Actions Nouvelles, devront faire leur affaire de l'acquisition sur le marché Euronext Growth Paris du nombre de DPS permettant d'atteindre le multiple conduisant à un nombre entier d'Actions Nouvelles.

Les DPS formant rompus pourront être cédés sur le marché Euronext Growth Paris pendant la période de cotation des DPS, sous le code ISIN FR001400Y4B5.

Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'Actions Nouvelles lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses DPS que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande de vra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de

souscriptions établies ainsi que le ou les intermédiaires habilités auprès desquels ces souscriptions auront été déposées.

Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne peuvent être regroupées pour obtenir des Actions Nouvelles à titre réductible.

Il est précisé que 56.865 actions sont auto-détenues par la Société.

Pour exercer leurs DPS, les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité, à tout moment pendant la durée de la période de souscription, soit entre le 18 mars 2025 et le 26 mars 2025 inclus et payer le prix de souscription correspondant de 0,15 € par Action Nouvelle en espèce et/ou par compensation de créances. Les DPS non exercés seront caducs de plein droit à la fin de la période de souscription, soit le 26 mars 2025 à la clôture de la séance de Bourse.

Un avis publié par Euronext fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Demandes de souscription à titre libre. — En sus de la possibilité de souscrire à titre irréductible et réductible suivant les conditions et modalités précisées, toute personne physique ou morale, détenant ou non des DPS, pourra souscrire à l'augmentation de capital à titre libre.

Les personnes désirant souscrire à titre libre devront faire parvenir leur demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment durant la période de souscription et payer le prix de souscription correspondant.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce, les souscriptions à titre libre ne seront prises en compte que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, étant précisé que le Directeur Général disposera de la faculté de répartir librement les Actions Nouvelles non souscrites, en totalité ou en partie, entre les personnes (actionnaires ou tiers) de son choix ayant effectué des demandes de souscriptions à titre libre.

Etablissements domiciliataires – Versement des souscriptions. — Les souscriptions d'Actions Nouvelles et les versements de fonds par des actionnaires dont les actions sont inscrites sous la forme nominative administrée ou au porteur seront reçus jusqu'au 26 mars 2025 (inclus) auprès de leur intermédiaire habilité.

Les souscriptions d'Actions Nouvelles et les versements de fonds par des actionnaires dont les actions sont inscrites sous la forme nominative pure seront reçus jusqu'au 26 mars 2025 (inclus) auprès de Société Générale Securities Services (32, rue du Champ de Tir, 44000 Nantes, France).

Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées, par versement d'espèces et/ou compensation de créances, seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

Les sommes versées lors des souscriptions et se trouvant disponibles après les allocations seront remboursées sans intérêt aux souscripteurs par les intermédiaires habilités qui les auront reçues.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés par Société Générale Securities Services (32, rue du Champ de Tir, 44000 Nantes, France), qui sera chargé d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des Actions Nouvelles.

Cotation des droits préférentiels de souscription. — Les actionnaires de SpineGuard recevront un (1) DPS pour chaque action détenue (soit au total 55.899.690 DPS émis). Chaque actionnaire détenant cinquante-trois (53) DPS (et des multiples de ce nombre) pourra souscrire à huit (8) Actions Nouvelles (et des multiples de ce nombre) au prix unitaire de 0,15 €.

Les DPS seront cotés et négociés sur Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR001400Y4B5 entre le 14 mars 2025 et le 24 mars 2025 inclus. A défaut de souscription ou de cession, ils deviendront caducs à l'issue de la période de souscription et leur valeur sera nulle.

Droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues. — En application de l'article L.225-206 du Code de commerce, la Société ne peut souscrire à ses propres actions. Les DPS détachés des actions auto-détenues de la Société au 17 mars 2025 seront cédés sur Euronext Growth Paris avant la fin de leur période de négociation dans les conditions de l'article L.225-210 du Code de commerce.

Limitation du montant de l'augmentation de capital. — Dans le cas où les souscriptions recueillies à titre irréductible, à titre réductible et à titre libre n'auraient pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, le Directeur Général de la Société, en vertu de la Subdélégation, pourra limiter le montant de l'augmentation de capital

au montant des souscriptions reçues, conformément à l'article L.225-134 du Code de commerce, à la condition que celui-ci atteigne au moins 949.240,05 €, correspondant à 75% du montant initial brut de l'augmentation de capital.

Il est précisé qu'aux termes d'engagements de garantie irrévocables pris envers la Société, six investisseurs (les « **Garants** ») se sont engagés à souscrire les Actions Nouvelles qui n'auraient pas été souscrites, à titre irréductible, à titre réductible et à titre libre, à l'issue de la période de souscription pour un montant maximum de 950.000 €, représentant au maximum environ 75% de l'augmentation de capital. Les Actions Nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible, à titre réductible et à titre libre seront réparties et attribuées aux Garants au prorata de leurs engagements de garantie et dans la limite de 75% du montant initial brut de l'augmentation de capital.

En contrepartie des engagements des Garants qui permettent de sécuriser la réalisation de l'augmentation de capital, ces derniers percevront une commission égale à 10% HT du montant de leurs engagements respectifs.

Restrictions de placement. — La vente des Actions Nouvelles et des DPS peut, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique.

Produit net de l'augmentation de capital. — Le produit net de l'augmentation de capital (correspondant au montant brut diminué de l'ensemble des frais relatifs à l'augmentation de capital en ce compris le montant des commissions dues aux Garants) s'élèverait respectivement à environ 1,0 M€, 0,7 M€ et 1,2 M€ en cas de réalisation de l'augmentation de capital à hauteur de 100%, 75% et 115%.

Engagements d'abstention et de conservation. — Aucun engagement de conservation n'a été pris dans le cadre de l'augmentation de capital.

Garantie. — L'augmentation de capital ne fait pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du code de commerce. Il est cependant rappelé que la Société a reçu des engagements de garantie des Garants [permettant d'atteindre le seuil de 75% de l'Augmentation de Capital].

Jouissance. — Les Actions Nouvelles porteront jouissance courante et seront assimilables aux actions existantes de la Société.

Place et date de cotation. — Les Actions Nouvelles émises dans le cadre de l'augmentation de capital feront l'objet d'une demande d'inscription aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris. Elles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la Société déjà négociées sur le marché Euronext Growth Paris et négociables, à compter de cette date, sur la même ligne de cotation que ces actions sous le même code ISIN (FR0011464452 – Mnémonique : ALSGD).

Selon le calendrier indicatif de l'augmentation de capital, la date de livraison prévue des Actions Nouvelles est prévue le 2 avril 2025.

Pour SPINEGUARD
Monsieur Pierre JEROME
Président Directeur Général.

ANNEXE
Bilan social au 31 décembre 2023.
(En Euros)

	31/12/2023			31/12/2022
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	1 698 605	1 480 181	218 425	330 394
Concessions, brvts, licences, logiciels, droits & val. similaires	1 233 060	799 622	433 439	502 122
Fonds commercial (1)	3 082 055		3 082 055	3 082 055
Autres immobilisations incorporelles	852 503		852 503	641 073
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	382 213	345 503	36 710	6 576
Autres immobilisations corporelles	243 051	212 793	30 258	39 819
Immobilisations corporelles en cours	6 296		6 296	
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations	11 414 373		11 414 373	11 414 373
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	7 319		7 319	20 318
Prêts				
Autres immobilisations financières	112 795		112 795	110 245
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	19 032 371	2 838 099	16 194 274	16 146 975
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	795 245		795 245	594 325
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	2 352 400	392 300	1 916 100	1 472 934
Autres créances	804 424		804 424	385 512
Capital souscrit – appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	1 512 483		1 512 483	
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	2 064 458		2 064 458	3 642 114
Charges constatées d'avance (3)	208 481		208 481	246 882
TOTAL ACTIF CIRCULANT	7 737 492	392 300	7 345 191	6 341 767
Frais d'émission d'emprunt à étaler	52 083		52 083	77 083
Primes de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion Actif	9 311		9 311	298
TOTAL GENERAL	26 831 258	3 239 399	23 600 859	22 566 123
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

	31/12/2023 Net	31/12/2022 Net
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 2.374.524 €)	2 374 523	1 664 429
Primes d'émission, de fusion, d'apport	41 450 574	37 412 976
Ecart de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	50 500	28 250
Autres Réserves		
Report à nouveau	-22 300 210	-21 042 893
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-2 724 174	-1 257 317
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées		
TOTAUX CAPITAUX PROPRES	18 851 213	16 805 445
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	9 311	298
Provisions pour charges	31 271	44 195
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	40 582	44 493
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	2 756 686	3 566 568
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	1 150	648
Emprunts et dettes financières (3)	248 622	200 360
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 248 557	1 138 413
Dettes fiscales et sociales	347 298	504 898
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	74 897	218 471
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	4 677 210	5 629 358
Ecart de conversion Passif	31 852	86 829
TOTAL GENERAL	23 600 857	22 566 123
(1) Dont à plus d'un an	2 609 953	2 972 365
(1) Dont à moins d'un an	2 067 257	2 656 993
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	1 150	648
(3) Dont emprunts participatifs		